[avril 2003]

IRAK : LES CONSEQUENCES DE LA CRISE

Alain de Benoist

L'offensive américaine en Irak se poursuit encore à l'heure où j'écris ces lignes, mais il n'est pas trop tôt pour examiner déjà les premières conséquences de la crise que l'on vient de traverser.

La première « victime collatérale » de la guerre est évidemment l'Organisation des Nations-Unies. Sachant qu'ils y seraient en minorité, les Etats-Unis se sont finalement abstenus de présenter à l'ONU une nouvelle résolution dont l'adoption aurait pu donner à leur agression militaire l'apparence de légalité internationale qui lui fait aujourd'hui défaut. Ils ont donc décidé d'agir seuls, en court-circuitant le Conseil de sécurité. Bafouée et ridiculisée, l'ONU s'est ainsi vue ramenée à une fonction purement « humanitaire » et tribunicienne.

Cette mise hors jeu des Nations-Unies sera encore plus évidente au cas où les Etats-Unis décideraient d'administrer eux-mêmes l'Irak après la guerre, au risque d'aggraver considérablement les risques de troubles dans la région. Or, une telle hypothèse est très sérieusement envisagée par l'administration Bush. Richard Perle, président du Defence Policy Board du Pentagone, l'a déclaré sans fard au *Guardian* de Londres : « Le règne de terreur de Saddam Hussein va prendre fin. Il va disparaître, mais il ne sera pas seul : il entraînera les Nations-Unies avec lui […] Ce qui va mourir en Irak, c'est l'idée bizarre qu'un nouvel ordre mondial puisse se fonder sur l'ONU » !

Humiliés par leur défaite diplomatique à l'ONU, les Américains ne reprendront pas de sitôt le risque de se voir opposer un veto au Conseil de sécurité. La crise irakienne les rendra donc encore plus unilatéralistes. Ils ne dissimulent d'ailleurs pas qu'ils ne considèrent plus l'ONU comme l'arbitre ou le foyer de la légalité internationale ni comme l'organisation qui convient pour les affaires de sécurité. Gary Schmitt, directeur exécutif du « Projet pour le nouveau siècle américain », déclare froidement : « Les Etats-Unis ont le droit d'être l'arbitre majeur des affaires de sécurité parce qu'ils sont la seule puissance civilisée qui ait le pouvoir et la volonté de le faire ». De tels propos, qui sanctifient le droit du plus fort, équivalent à une totale répudiation du droit international tel qu'il existait depuis 1945.

En tout état de cause, il est extrêmement peu probable que les Nations-Unies puissent conserver le rôle qui était le leur à l'époque de la guerre froide. Une réforme de l'Organisation est inévitable. Les Américains vont tout faire, notamment, pour faire perdre à la France son siège permanent au Conseil de sécurité, par exemple en poussant à l'abandon de l'actuel système de répartition des votes. Le *Weekly*

Standard, dirigé par le néoconservateur William Kristol, a déjà suggéré de remplacer les Nations-Unies par une nouvelle organisation mondiale dirigée par un triumvirat composé des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la Russie.

L'OTAN est lui aussi entré en crise. Comme ce fut le cas lors de la guerre contre l'Afghanistan, à laquelle elle n'avait eu aucune part, l'Organisation a été une nouvelle fois marginalisée. L'Alliance atlantique a subi de ce fait une nouvelle érosion de son autorité. Déchirée entre partisans et adversaires de Washington, sans justification profonde depuis la fin du système soviétique, l'OTAN, qui est d'ailleurs de plus en plus critiquée aux Etats-Unis dans les milieux républicains, tend à perdre toute signification. D'autant que les Etats-Unis n'ont visiblement plus l'intention de se laisser enfermer dans des alliances permanentes, mais veulent s'en tenir désormais à des coalitions de circonstance dont ils seront le chef de file.

Mais c'est sur le plan de l'Europe que les dégâts semblent devoir être les plus considérables — non pas tant en raison des divergences entre les gouvernements qui se sont manifestées au cours de la crise, mais parce que cette crise a constitué le révélateur de l'hostilité résolue de l'actuelle administration américaine à la construction européenne. Comme l'a écrit Jacques Amalric : « Les Etats-Unis de George W. Bush sont désormais opposés à l'apparition d'une entité européenne politique et militaire indépendante, et feront beaucoup, sinon tout, pour faire échouer une telle entreprise » (*Libération*, 20 mars 2003).

Le fait est que, depuis des mois, les Etats-Unis ne cachent plus leur total mépris de ce que Donald Rumsfeld a appelé la « vieille Europe ». Au-delà même de l'europhobie que l'on constate dans la presse américaine, mais aussi au Congrès, les analyses des « think tanks » néoconservateurs sont à cet égard sans équivoque. Les stratèges proches de George W. Bush sont déjà à la recherche des meilleurs scénarios pour empêcher l'Union européenne de se poser en contrepoids de la puissance américaine. C'est dans cette perspective qu'ils ont sollicité la lettre signée par huit pays européens (Angleterre, Espagne, Italie, Portugal, Danemark, République tchèque, Pologne et Hongrie) qui a été publiée dans le *Wall Street Journal* du 30 janvier dernier.

Les Américains savent aussi que l'Europe sera d'autant moins capable d'arrêter une politique commune qu'elle comptera un plus grand nombre d'Etats-membres. L'Europe-puissance n'existe déjà pas à 15, elle existera encore moins à 25 ou à 30. C'est pourquoi Washington a soutenu l'entrée dans l'Union européenne des pays de l'Est européen, qui ne rêvent que de devenir les vassaux de l'Amérique, et fait ouvertement campagne pour l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne. L'objectif est de diviser et de diluer l'Europe pour mieux la dissoudre, c'est-à-dire pour mieux la transformer en une simple zone de libre-échange.

Robert Kagan a beau jeu de reprocher à l'Europe de vouloir vivre dans un « paradis postmoderne » où les thèses « réalistes » de Hobbes et de Machiavel auraient été oubliées au profit d'un pur « principe de conscience morale ». La vérité est qu'il se montrerait encore beaucoup plus anti-européen s'il voyait se mettre en place cette Europe-puissance qu'il feint d'appeler de ses vœux !

Contrairement à ce que dit Jacques Chirac, probablement pour des raisons diplomatiques, la crise franco-américaine n'est pas près non plus de s'apaiser. Alors que beaucoup doutaient de sa résolution, la France est allée jusqu'au bout de sa logique visant à faire prévaloir une vision multipolaire du monde, également défendue par Moscou et Pékin, face aux visées hégémoniques des Etats-Unis. Les Américains ne cachent pas leur volonté de sanctionner le pays qui a pris la tête du « front du refus », c'est-à-dire du camp de la paix, et qu'ils accusent d'être le premier responsable de leur défaite à l'ONU.

La crise entre Paris et Washington est même beaucoup plus grave qu'à l'époque où le général de Gaulle, en mars 1966, avait décidé le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN. C'est que le monde a changé. La menace soviétique ayant disparu, l'attitude de la France est vécue aux Etats-Unis comme une véritable rupture, d'autant que les Etats-Unis n'ont jamais été aussi vindicatifs envers ceux qui ont l'audace de ne pas les suivre. Richard Perle, s'exprimant le 4 février à New York au cours d'un séminaire organisé par le cabinet de relations publiques américano-israélien Benador Associates, a déclaré que « l'Allemagne et la France constituent un Axe des sournois » et que « la France n'est plus l'alliée de l'Amérique qu'elle fut dans le passé ». On voit donc mal une réconciliation intervenir à court entre dans le trio Bush-Chirac-Blair.

On peut au contraire s'attendre à ce que les Etats-Unis emploient tous les moyens pour « punir » leurs alliés récalcitrants. L'administration américaine a déjà dressé la liste des sanctions et manœuvres en tous genres qui pourraient être mises en œuvre contre Paris et Berlin. La rétorsion ne se fera pas forcément sur le plan commercial (en raison de l'interdépendance des intérêts américains et européens dans ce domaine), mais sur les plans politique, diplomatique, stratégique et technologique. Après les troubles qui ont éclaté en Côte d'Ivoire et au Gabon, on peut aussi s'attendre à la poursuite des manœuvres américaines dans toute l'Afrique francophone.

Contre l'Allemagne, l'une des sanctions prévues pourrait prendre la forme d'un transfert des bases militaires américaines vers la « nouvelle Europe », c'est-à-dire vers les pays d'Europe orientale jugés plus dociles aux exigences de Washington. D'autres menaces visant la Russie ont aussi été formulées par l'ambassadeur américain au Kremlin, Alexander Vershbow.

Si les signes se multiplient d'une fracture entre l'axe Londres-Washington et l'axe Paris-Berlin, il faut néanmoins remarquer que la division de l'Europe à laquelle on a assisté à propos de l'Irak est intervenue au niveau des gouvernements, non au niveau des peuples. Toutes les grandes manifestations contre la guerre qui se sont déroulées ces dernières semaines aussi bien à Londres, à Madrid et à Rome qu'à Paris, Bruxelles et Berlin témoignent, non seulement que l'Amérique a perdu la bataille politique et diplomatique, mais qu'un consensus presque unanime s'est établi dans les opinions publiques européennes.

Mais le plus important — et le plus inattendu — a été l'émergence à la faveur de cette crise d'un axe Paris-Berlin-Moscou, rendu possible par trois événements que personne n'avait prévu : la détermination de la France à aller jusqu'au bout de son

opposition à l’unilatéralisme américain, le « non » historique des Allemands à la guerre et l’apparent revirement pro-européen d’un Vladimir Poutine que l’on disait il n’y a encore pas si longtemps tout acquis à l’idée d’un nouveau condominium américano-russe.

Cet alignement des politiques étrangères française, allemande et russe, revêt une importance toute particulière à un moment où il apparaît de plus en plus clairement que l’Europe à 25 ou 30 ne pourra pas fonctionner selon la logique du préambule du traité de Rome, c’est-à-dire selon le principe d’une union spontanément de plus en plus étroite. La seule façon d’empêcher l’impuissance et la paralysie de l’Union européenne réside dans la création d’un « noyau dur » franco-allemand élargi à la Russie.

Bien entendu, une telle perspective reste pour l’heure encore très fragile. On peut imaginer par exemple que les Américains tentent de « séduire » l’Allemagne afin d’isoler la France. Un nouveau revirement de Poutine est également possible, au cas où la fraction « anti-occidentale » hostile à la ligne plus ou moins pro-américaine adoptée depuis 2001 par le Kremlin, perdrait à nouveau de l’influence. Mais les Russes peuvent-ils vraiment penser que l’Amérique a plus à leur offrir, à long terme, que l’Europe continentale, alors qu’il est parfaitement évident que leur pays n’a aucun avenir comme grande puissance, ni même comme puissance régionale, dans un monde définitivement devenu unipolaire ?

Dans l’immédiat, il importe de ne pas regarder le « non » de la France, de l’Allemagne et de la Russie à l’agression militaire américaine en Irak comme une attitude purement négative. Ce « non » a été aussi un « oui » à une autre vision du monde, multipolaire, en même temps qu’un « oui » à une véritable construction politique européenne, accélérée et approfondie. Comme l’a remarqué le politologue Pascal Boniface, « la position française a permis de préparer l’Europe de demain. La France peut dire qu’elle contribue aujourd’hui à clarifier la relation entre l’Europe et les Etats-Unis, en donnant une alternative claire » — sa conclusion étant que « mieux vaut accepter une Europe un peu plus divisée aujourd’hui qu’une Europe complètement impuissante » (*Libération*, 6 mars 2003).

Si la guerre en Irak est un échec, si elle dure trop longtemps ou qu’elle entraîne à brève échéance une déstabilisation générale du Proche-Orient, les chances historiques de formation d’une Europe-puissance agrégée à partir du noyau franco-allemand (ou de l’axe Paris-Berlin-Moscou) s’en trouveront augmentées. Et l’Angleterre se trouvera alors placée devant un choix très difficile.

Parallèlement, on assiste déjà à une transformation des relations entre l’Amérique et le reste du monde. L’intransigeance et l’agressivité dont l’administration Bush a fait preuve à l’occasion de l’affaire irakienne a produit dans la plupart des pays du monde une prise de conscience de la réalité du nouvel hégémonisme américain. En l’espace de quelques mois, Washington a épuisé une grande partie de son crédit politico-idéologique. Tous les sondages le confirment : les Américains sont de moins en moins aimés, de plus en plus redoutés, et souvent détestés. L’Amérique a même cessé d’apparaître comme un partenaire fiable : la récente défection de la Turquie est à cet égard au moins aussi importante que celle de l’Allemagne.

En tout état de cause, ce serait une grave erreur de croire que les divisions que la crise irakienne a révélées sont appelés à s'éteindre rapidement. La crise qui s'est ouverte est structurelle, et non pas conjoncturelle. La fracture transtlantique est appelée à perdurer, parce que l'identité atlantique et l'identité européenne tendent elles-mêmes à se disjoindre. Le « choc des civilisations » aura bien lieu. Mais contrairement à ce que beaucoup s'imaginaient, il y a de bonnes chances pour qu'il oppose, non pas l'« islam » à l'« Occident », mais l'Europe aux Etats-Unis. C'est ce que François Heisbourg, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, a appelé le « grand schisme de l'Occident ».

A. B.